

Jean-Marie Harribey : "Le revenu d'existence universel est une illusion !"

 laclede sondes.fr/article/jean-marie-harribey--le-revenu-d-existence-universel-est-une-illusion-

Savoirs

Social-éco

Les Clés De l'Éco

Dans sa chronique éco de la semaine, Jean-Marie Harribey reproche aux promoteurs du revenu universel d'ignorer le "sens du travail et sa place dans la société".

*Tous les mardis à 6h40, 7h40, 8h40 et 12h40, des économistes bordelais vous font entendre leurs analyses à contre-courant des discours dominants dans la chronique Les Clés de l'éco. Cette semaine : **Jean-Marie Harribey**, maître de conférence honoraire à l'université de Bordeaux, membre des économistes atterrés.*

Depuis plusieurs décennies, la crise du capitalisme global provoque chômage, précarité et pauvreté qui ne sont pas compensés par le RMI, puis le RSA, la prime d'activité et tous les autres minimas sociaux. Environ 14 % de la population française sont en dessous du seuil de pauvreté et près de 6 millions de personnes étaient sans emploi au début de l'année 2020, en ajoutant les chômeurs de catégories A, B et C. La crise déclenchée par l'arrêt de l'économie à la suite de la pandémie du coronavirus Covid-19 va grossir le chômage d'un million supplémentaire. L'idée de verser un revenu inconditionnel, dit d'existence ou universel ou de base, est donc dans le débat public. Or, il se pourrait que cette proposition aille à l'inverse des objectifs affichés, à savoir vaincre la pauvreté et développer l'autonomie des individus. Au moins trois raisons de la récuser : économique, politique et philosophique.

Utilité des activités VS valeur monétaire et rémunérations

Économiquement, tout revenu monétaire est engendré par le travail collectif. Se pose alors la question de la répartition du revenu national, c'est-à-dire des fruits de la productivité du travail. L'idée selon laquelle la révolution informatique et robotique ferait disparaître le travail ne peut être confirmée, et, de toute façon, si c'était le cas, il n'y aurait plus de revenu à répartir. Ceux qui prônent le remplacement du travail par une « activité libre » confondent les choses utiles qui ont une « valeur d'usage » avec la valeur monétaire des biens et des services dont les revenus sont la contrepartie. Et surtout, ils ignorent que cette valeur monétaire doit être validée socialement, par le marché ou par décision politique pour produire des services non marchands, et qu'elle ne peut jamais résulter d'une décision individuelle.

Un argument souvent avancé par les partisans du revenu d'existence est que nous bénéficions d'un héritage de connaissances et de techniques qui nous vient du fond des âges, et qu'il faut partager le fruit de cet héritage. C'est la thèse défendue depuis longtemps par le philosophe belge Philippe Van Parijs, ou plus récemment en France par Benoît Hamon. Mais il y a là une double erreur conceptuelle. D'abord, tout revenu monétaire est issu du flux de valeur ajoutée nette produit sur le moment et non un prélèvement sur un stock accumulé au cours du temps. Cela signifie que la somme de tous les revenus distribués en une année (salaires, profits et transferts sociaux monétaires), c'est-à-dire le revenu national net, exclut du calcul la valeur des équipements et consommations intermédiaires utilisés. Ensuite, a-t-on réfléchi à l'ineptie de verser un revenu monétaire d'existence au titre de ce que produit le théorème de Pythagore, le théorème de Thalès ou l'équation d'Einstein $e = mc^2$?

L'impasse théorique du revenu d'existence se situe dans cette croyance de type religieux.

« La force du revenu universel, c'est qu'il subsiste, quoi qu'il advienne, qu'il est toujours là quand une crise majeure survient. », nous dit Benoît Hamon. Selon lui, il existerait donc une génération spontanée de revenu monétaire, de valeur ajoutée nette, hors du travail productif humain. Toute l'impasse théorique du revenu d'existence se situe dans cette croyance de type religieux. L'avènement d'un capitalisme de connaissances, cognitif, signifierait-il que ce n'est plus le travail qui produirait la valeur économique et que celle-ci jaillirait dans le hors-travail. Non, seulement, le capitalisme élargit sans cesse le temps de l'activité productive, depuis le réveil jusqu'au coucher.

Politiquement, les risques du revenu universel sont nombreux. Puisqu'il n'est pas possible de consacrer plusieurs centaines de milliards d'euros par an pour verser un revenu universel : environ 700 milliards d'euros par an si le revenu universel était 1000 euros par mois, autant que la protection sociale actuelle ; 400 à 500 milliards si on donnait moins aux enfants, mais ce ne serait pas plus que le RSA et ça ne ferait sortir personne de la pauvreté. Il est à craindre que ce serait en diminuant d'autant la protection sociale : un revenu de base pour solde de tout compte, au détriment notamment des pensions de retraite et de l'assurance maladie.

En apparence généreuse, cette proposition renvoie chacun à ses choix prétendument personnels.

En apparence généreuse, cette proposition renvoie chacun à ses choix prétendument personnels. Elle s'inscrit donc dans un projet de société assumé par les libéraux les plus perspicaces qui ont compris le parti que le capitalisme pourrait tirer d'un nouveau recul des régulations collectives. Et le revenu universel n'améliorerait pas le rapport de force d'un individu face à son employeur, parce que celui-ci ne se construit pas à l'échelle individuelle.

Philosophiquement, derrière la proposition du revenu universel, il y a une ignorance du sens du travail et de sa place dans la société. Non seulement ses partisans croient que l'on peut déconnecter la création de revenus du travail collectif, mais ils nient ou négligent le

fait que le travail reste un lieu d'insertion et de reconnaissance sociales indispensables. Dès lors, l'objectif de plein emploi doit être maintenu par la réduction collective du temps de travail, au lieu d'une sortie individuelle de l'emploi ou du temps partiel imposé dont le néolibéralisme est friand, et par une transformation écologique du système productif.

Oui à un revenu garanti au niveau du Smic à toute personne en recherche d'emploi ou en formation.

Mais la société a le devoir de répondre aux urgences sociales. Donc, non au revenu universel, même « d'activité » façon Macron, qui serait soumis à la condition d'accepter n'importe quel emploi, mais oui à un revenu garanti au niveau du Smic à toute personne en recherche d'emploi ou en formation, dès l'âge de 18 ans, sous condition de ressources, en remplacement du RSA et de la prime d'activité. Ce revenu garanti coûterait quelque 70 à 80 milliards d'euros par an, pas plus que le coût annuel des allègements de cotisations sociales sans aucun effet sur l'emploi, et bien moins que la fraude et l'évasion fiscales ou que les niches fiscales. En tout cas entre 5 et 10 fois moins qu'un revenu universel.¹

En conclusion, la transformation sociale et écologique suppose que tous les individus aient droit à l'insertion par un travail utile et à un revenu décent. Dans le cas d'une privation d'emploi ou d'impossibilité d'en occuper un, un revenu doit être garanti à tous, dans le cadre d'une protection sociale améliorée. C'est ce bloc indissociable (travail utile + revenu + RTT + protection sociale) qui fait la différence avec toutes les variantes du revenu d'existence ou la monnaie hélicoptère.

Quelques références :

- Mateo Alaluf et Daniel Zamora (dir.), Contre l'allocation universelle, Montréal, Lux éditeur, 2016
- Carlo Vercellone et Jean-Marie Harribey, « Quelle place pour le travail ? », L'Économie politique, « Faut-il défendre le revenu de base ? », n° 67, juillet 2015, p. 62-75
- Jean-Marie Harribey, « Un revenu d'inexistence sociale ? », La Nouvelle Revue du Travail », n° 11, 2017 ; « Le revenu universel est-il de retour ? », Blog Alternatives économiques, 14 mars 2019 ; « La vie au ralenti, journal d'un confiné (34) : La folle époque », 19 avril 2020, Blog Alternatives économiques.
- Les Économistes atterrés et la Fondation Copernic (J.-M. Harribey et C. Marty, coord.), Faut-il un revenu universel ?, Paris, Éd. de l'Atelier, 2017.
- Stéphanie Treillet, « Revenu d'existence, une nouvelle piste pour les politiques néolibérales », Les Possibles, n° 11, Automne 2016.

Pour la curiosité :

- <http://harribey.u-bordeaux.fr>
- <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey>

Les Clés de l'éco ? C'est une nouvelle chronique, tous les mardis à 6h40, 7h40, 8h40, 12h40 sur La Clé des Ondes. Des économistes bordelais s'y succéderont pour vous faire entendre leurs analyses à contre-courant des discours dominants. Une sorte d'antidote aux chroniques de Dominique Seux (sur France Inter) et autres journalistes-éco amoureux des vieilles recettes patronales !